

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Francis Meyer : Un retour remarqué : la faute inexcusable du salarié en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Malik Boumédiène : Le contenu de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2003.

DOCUMENTS

Voir notamment

Réponses ministérielles relatives à l'allocation de solidarité spécifique (deux espèces).

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Le salarié, débiteur des risques de l'entreprise (à propos de la responsabilité pécuniaire en matière d'inexécution contractuelle).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 novembre 2002 - Note G. (p. 188)

L'annulation des accords 35 heures ne prenant pas suffisamment en compte les justifications sociales dans l'organisation du travail : le cas de la Métallurgie.

Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.) 28 mars 2001 ; Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} ch. S) 18 mars 2003 ; Cour d'appel de Paris (1^{re} ch. S) 18 décembre 2002 - Note Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy (p. 189)

La motivation de la lettre de licenciement pendant la période d'observation due à un redressement judiciaire : le visa de l'ordonnance du juge-commissaire, point de passage obligé.

Cour de cassation (Ass. plén.) 24 janvier 2003 2003 ; Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 avril 2002 - Note Paul Darves-Bornoz (p. 198)

Examen de la conventionnalité des lois de validation au regard de la CEDH : une régression dans la jurisprudence de la Cour de cassation.

Cour de cassation (Ass. plén.) 24 janvier 2003 - Note Y.L. P. (p. 207)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit pénal du travail : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



Table des Matières

MAI 2003

Doctrine :

- Un retour remarqué : la faute inexcusable du salarié en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles **par Francis Meyer, Maître de conférences à l'Université Robert Schuman, Chercheur au centre du droit de l'entreprise** 173
- ANNEXE : Accident de travail – Faute inexcusable – Rente – Réduction – Condition – Faute inexcusable de la victime.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002 180
- Le contenu de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2003 - Quelques éléments de réflexion au vu du droit à la protection sociale **par Malik Boumediene, Docteur en droit public** 181

Documents :

- Chômage - Allocation de solidarité spécifique - Cumul (deux espèces) - Travailleur âgé - Reprise d'un emploi précaire (première espèce) - Travailleurs handicapés - Temps partiel (deuxième espèce).
Réponse ministérielle à question écrite n° 740 - JO AN du 20 janvier 2003 p. 327 185
- Réponse ministérielle à question écrite n° 796 - JO AN du 21 octobre 2002 p. 3710** 186
- Améliorer le traitement du surendettement et lutter contre l'exclusion financière – Déclaration CGT et Indecosa CGT 186

Jurisprudence :

- ACCIDENTS DU TRAVAIL – Cure thermale – Lien avec l'accident (oui) – Droit aux indemnités journalières au titre de la législation sur les risques professionnels (oui).
Cours d'appel de Rouen (Ch. app. prioritaires), 19 novembre 2002 187
- Note Gérard Blomme** 187
- CONTRAT DE TRAVAIL – Responsabilité pécuniaire du salarié – Exécution d'une obligation contractuelle – Absence de nécessité d'une faute lourde.
Cour de cassation (Ch. Soc.), 19 novembre 2002 188
- Note G.** 188
- DUREE DU TRAVAIL – Négociation sur la RTT (trois décisions) – Accord national sur l'organisation du travail dans la métallurgie – Avenant relatif à la mise en oeuvre des 35 heures – Annulation partielle (première et deuxième décisions) – Détermination des salariés visés par le forfait (troisième décision).
Première espèce : 1) Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.) 28 mars 2001 189
- 2) Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} Ch. Soc.) 18 mars 2003** 191
- Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch. Soc.) 18 décembre 2002** 193
- Note Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy** 194
- ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Période d'observation – Licenciements économiques – Motivation de la lettre – Eléments insuffisants – Nécessité de viser l'ordonnance du juge-commissaire autorisant la rupture des contrats (deux espèces) – Renvoi à l'ouverture d'une procédure collective (première espèce) – Motivation liée aux difficultés économiques (deuxième espèce).
Première espèce : Cour de cassation (Ass. plén.) 24 janvier 2003 198
- Deuxième espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 avril 2002** 198
- Note Paul Darves-Bornoz** 201

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Simple mention de « faute lourde » sans autre précision portée sur la lettre de licenciement – Caractère non contestable de l'absence de cause réelle et sérieuse – Compétence du juge des référés pour le constater et ordonner le versement d'une provision au salarié licencié. Conseil des prud'hommes de Bordeaux (Référé – Juge départiteur) 16 octobre 2000	202
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Salarié licencié pour faute grave (sommeil au cours d'un travail de nuit) – Exercice du pouvoir patronal de direction – Contrôle par le CPH – Inexécution fautive du salarié aggravée par l'attitude de l'employeur – Absence de bonne foi de ce dernier – Faute grave (non) – Cause réelle et sérieuse (non). Conseil de prud'hommes de Grenoble (Section industrie - Juge départiteur) 21 janvier 2002	204
REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Protection – Licenciement pour motif économique – Appréciation par l'administration du travail de la réalité du motif – Entreprise faisant partie d'un groupe – Prise en considération de la situation économique de l'ensemble des sociétés du groupe oeuvrant dans le même secteur d'activité – Examen ne devant pas se limiter aux sociétés et établissements situés en France. Conseil d'Etat, 8 juillet 2002	206
SALAIRES – Loi validant rétroactivement le montant des salaires résultant d'une convention collective dérogatoire aux dispositions légales – Licéité des lois de validation au regard des dispositions de l'article 6-1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – Ingérence du pouvoir législatif dans l'administration de la justice – Possibilité pour de sérieux motifs d'intérêt général ? Cour de cassation (Ass. Plén.) 24 janvier 2003	207
Note Y.L.P.	208
SÉCURITÉ SOCIALE – Allocation aux adultes handicapés – Ouverture de droit – Disparition de la condition de nationalité – Condition de non-cumul avec un avantage vieillesse ou invalidité – Charge de la preuve d'un cumul évident incombant à la Caisse d'allocations familiales. Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 janvier 2002	211
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Mandat – Caducité – Conditions. Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch. section S) 27 novembre 2002	211
Note Michel Henry	213

Chroniques jurisprudentielles :

TRAVAIL DISSIMULÉ – Mise en danger de la vie d'autrui – Etablissement d'attestations faisant état de faits matériellement inexacts – Infraction à la législation sur les transports. Cour de cassation (Ch. Crim.) 20 juin 2002, pourvoi n° 01-88.580 F-D	214
COMITÉ D'ENTREPRISE – Organisation de l'entreprise – Défaut de consultation du comité d'entreprise – Délit d'entrave. Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 novembre 2002, pourvoi n° 02-80.105 F-D	215
DURÉE DU TRAVAIL – Horaires de travail – Absence de moyens de contrôle – Pénalité – Délit d'obstacle aux fonctions de l'inspecteur du travail. Cour de cassation (Ch. Crim.) 3 décembre 2002	217